



eyes on europe

WINTER MAGAZINE N°41 | BILINGUAL

**THE EUROPEAN PROJECT
IN TIMES OF CHANGE**

Editors' notes

L'Union européenne est une figure de la scène internationale. Dans un monde où les équilibres évoluent rapidement, elle tente d'y faire résonner sa voix. L'Union européenne y apparaît tantôt forte, lorsque le modèle bruxellois constitue un moteur de changement, tantôt faible lorsque ledit modèle fait face à ses dépendances. L'Union européenne navigue ainsi au milieu de multiples crises conjoncturelles et structurelles.

L'adaptation est aujourd'hui le corollaire de l'intégration. L'Union européenne entreprend des réformes pour pallier les défis de son temps : la crise écologique, le développement de l'intelligence artificielle, la montée de l'extrême droite en Europe ou le retour de la guerre de haute intensité pour ne citer qu'eux. Pour garantir le fonctionnement du système communautaire et s'imposer parmi les puissances de ce monde, l'Union européenne dispose d'un devoir de réponse.

Eyes on Europe entreprend une analyse de l'actualité européenne à travers la plume de ses rédacteurs et rédactrices. Le présent magazine vous offre un décryptage varié et s'attarde sur les aspects politiques, diplomatiques et juridiques façonnant l'ensemble de l'action publique européenne.



Juliette Salleras

Rédactrice en chef

In a rapidly changing global landscape, one undeniable truth echoes across the corridors of power: adapt or perish.

The European Union, born from the ashes of past conflicts, has witnessed a series of setbacks and crisis that have tested its very foundations. Yet, despite these challenges, it has never crumbled. Instead, it has managed to adapt, recalibrate, and rise again, unwavering in its determination to protect the principles on which it was built.

Today, amidst the unsettling rumours of catastrophic conflict, the rising tide of the far-right leaders across the globe, and the disillusionment of the younger generations for its doomed future, the European Union stands as a beacon of hope—or at least strives to be. As the global order shifts, and uncertainty looms, the efforts made to navigate the tumultuous waters of the geopolitical landscape reveal both the strengths and the vulnerabilities of the European Union.

In this edition of *Eyes on Europe*, the writers have analyzed the partnerships, struggles, and hopes that shape the European Union's journey. Amidst this storm of change, the European Union's path forward remains uncertain, yet it is clear that it will have deep implications in the entire world.



Rocio Rivera Torrente

Editor-in-Chief

Table of Contents

- 1** **Gabriel Darondeau**
La nouvelle stratégie pour l'industrie européenne de la défense : un pas décisif vers l'Europe de la défense ?
 - 8** **Sara Bordigato**
Europe's over reliance on external forces: the EU-NATO cooperation
 - 11** **Julien Collin**
Biden et l'Europe : le reset raté de la relation transatlantique
 - 15** **Vittorio Bosello**
EU-Japan new security pact in context: moving beyond good intentions
 - 17** **Emma Zanoni**
Democracy hacked: Russian interference in Romania's presidential race
 - 19** **Thibault Drouin**
La jeunesse géorgienne : un moteur pour l'Europe malgré les fractures internes
 - 22** **Alessia Ruta**
Beyond gender-blindness: why we must not forget about gender mainstreaming in foreign, security and defence policies and why it matters to the EU
 - 25** **Chloé Van Den Spiegel**
Le droit de la concurrence européen face au greenwashing dans l'industrie de la mode
 - 28** **Francesca Pengo**
Protecting Europe's young digital natives: The EU's strategy for online safety
 - 31** **Raphaël Comte**
Teresa Anjinho : une Médiatrice face à un défi institutionnel historique
- 



60

years of
innovation

in EU
Studies

ULB

Institut d'études européennes

WWW.IEE-ULB.EU



La nouvelle stratégie pour l'industrie européenne de la défense :

un pas décisif vers l'Europe de la défense ?

En réaction à la guerre de haute intensité que se livrent la Russie et l'Ukraine depuis février 2022, la Commission européenne et le haut représentant de l'Union ont présenté le 5 mars 2024 une nouvelle stratégie pour l'industrie européenne de la défense (EDIS – European Defence Industrial Strategy). Bien qu'il ne s'agisse pas du premier instrument en la matière, l'EDIS entend renforcer les capacités stratégiques européennes pour préparer l'Union à toute éventualité.

UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE

La nouvelle stratégie pour l'industrie européenne de la défense était très attendue, car elle est porteuse d'un important espoir : celui d'une relance de l'Europe de la défense. L'Union européenne (UE) joue gros, puisque ce n'est pas seulement sa crédibilité qui est de mise, mais aussi et surtout la sécurité de ses citoyens.

La Stratégie commence par analyser le marché européen de la défense, et notamment ses acteurs, à savoir les États membres (la demande) ainsi que l'industrie européenne de la défense (l'offre). Cette dernière désigne l'ensemble des entreprises dans l'UE qui ont une activité de défense, comme la conception, la fabrication, ou la réparation des armements.

Concernant le volet étatique (la partie « demande » du marché européen de la défense), la Stratégie ambitionne que les États membres investissent « plus, mieux, ensemble et européen ». Cette formule s'impose comme un slogan. Investir « plus » et « mieux » implique d'accroître les investissements, et ce vers les domaines que les États membres auront collectivement identifiés comme étant les plus importants. Ces investissements

doivent être faits « ensemble », ce qui signifie que les États doivent coopérer davantage en matière de recherche et de développement, et que les acquisitions conjointes doivent devenir la norme chaque fois que c'est opportun. Cela doit permettre *in fine* des économies d'échelle, ainsi qu'une meilleure interopérabilité et interchangeabilité des capacités de défense. Enfin, il est nécessaire d'investir « européen », c'est-à-dire au profit de la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE – il s'agit d'une expression équivalente à celle d'industrie européenne de la défense). En effet, depuis l'invasion russe en Ukraine, les États ont largement consacré leurs budgets à l'acquisition de systèmes non européens, une tendance qui nuit évidemment à l'autonomie stratégique de l'UE.

S'agissant du volet industriel (la partie « offre » du marché européen de la défense), la Stratégie souhaite voir l'industrie européenne de défense augmenter ses volumes de production, réduire les délais de livraison des équipements et remédier aux éventuels goulets d'étranglement et facteurs susceptibles de retarder ou d'entraver les approvisionnements et productions.

DES INSTRUMENTS DE MISE EN ŒUVRE PERTINENTS

Pour atteindre ses ambitions, la Commission a accompagné sa Stratégie d'une proposition de règlement établissant un programme pour l'industrie européenne de la défense (EDIP – *European Defence Industry Programme*). Ce programme prévoit une enveloppe de 1,5 milliard d'euros, issus du budget de l'Union, pour soutenir la BITDE durant la période restante du cadre financier pluriannuel (2025-2027). L'EDIP envisage également la création d'un nouveau cadre juridique : la structure pour programmes d'armement européens (SEAP – *Structure for European Armament Programmes*). Concrètement, les États désireux de coopérer pour développer, acquérir, utiliser et entretenir conjointement des équipements de défense pourront utiliser le cadre d'une SEAP pour mettre en œuvre leur coopération. Une SEAP est établie par au moins trois pays : il peut s'agir d'États membres (la présence d'au moins deux est obligatoire), de pays associés comme la Norvège, ou de l'Ukraine. Ces structures bénéficient d'un certain nombre d'avantages pour inciter les États à y recourir, comme un taux de financement majoré de la part de l'UE pour les actions réalisées dans leur cadre.

Le programme EDIP en est encore au stade des négociations ; son adoption n'est prévue que pour la mi-2025 au plus tôt.

DES OBJECTIFS CHIFFRÉS

La Commission a posé trois objectifs chiffrés qui permettront d'évaluer le succès de la Stratégie.

D'abord, compte tenu de la coopération limitée des États en matière d'acquisition, l'EDIS fixe pour objectif d'acquérir au moins 40 % des équipements de défense de manière collaborative d'ici à 2030.

Ensuite, afin de contrer la dynamique actuelle voyant les États dépenser presque 80 % de leurs budgets pour des produits non européens, l'EDIS invite les États membres à ce qu'au moins 50 % de leurs investissements

en matière de défense soient réalisés au sein de l'UE d'ici à 2030, et 60 % d'ici 2035.

Enfin, pour éviter que des acquisitions collaboratives au sein de l'Union ne soient strictement nationales, la Stratégie mentionne aussi que d'ici à 2030, la valeur des échanges commerciaux intra-UE liés à la défense devrait représenter au moins 35 % de la valeur du marché européen de la défense (cette part est de 15 % aujourd'hui). Il est opportun de préciser que ces trois objectifs relèvent uniquement du domaine politique, et ne constituent en aucun cas des obligations juridiques.

UNE STRATÉGIE AUX LIMITES PATENTES

Malgré les propositions louables que formule l'EDIS, des faiblesses notables lestent ses ambitions.

D'abord, la Stratégie vise à réduire la part des investissements pour les systèmes de défense ne provenant pas de l'UE, afin qu'elle passe de 80 % à 50 % d'ici 2030. Là où le bât blesse, c'est que les importations de matériel étranger sont encore essentielles pour assurer la sécurité des citoyens de l'Union. En effet, la demande européenne actuelle en armes et munitions dépasse très largement l'offre européenne, et il semble peu probable que cet écart se résorbe dans les années à venir. Ainsi, selon Guntram B. Wolff, professeur d'économie, « bien qu'une augmentation de la production intérieure de l'Union soit justifiée compte tenu des besoins, le faire au détriment de l'approvisionnement étranger constituerait une grave erreur militaro-stratégique à court terme ».

Mais le véritable talon d'Achille de l'EDIS réside dans son faible financement. Il est clair que les 1,5 milliard d'euros alloués au programme EDIP ne changeront pas la donne pour une BITDE dont le chiffre d'affaires annuel est de 70 milliards d'euros. La réussite de la Stratégie semble alors reposer sur une augmentation massive du budget des programmes de l'Union soutenant la BITDE, lors du prochain cadre financier pluriannuel (2028-2034).

Aussi, s'agissant de la structure pour programmes d'armement européens, il n'est pas dit que les avantages financiers et non financiers qui y sont attachés seront suffisants pour convaincre les États membres que les acquisitions conjointes valent une perte de flexibilité et l'ajout de bureaucratie.

Enfin, la mise en œuvre de la Stratégie reposera sur une forte volonté politique. Si la Commission von der Leyen a progressivement fait de la défense l'une de ses priorités, les États membres restent divisés entre le choix de la coopération européenne ou du repli national.

Toutes ces limites soulèvent des doutes quant à un potentiel succès de l'EDIS. Il serait regrettable qu'elle connaisse le même sort que la « Stratégie pour une industrie européenne de la défense plus forte et plus compétitive » de 2007, dont les deux directives adoptées en 2009 ont eu un effet au mieux limité.

VERS UNE EUROPE DE LA DÉFENSE ?

La défense est une prérogative régalienne des États membres qui échappe aux compétences de l'UE. Il est alors intéressant de voir que l'article 173 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui confère une compétence d'appui à l'UE en matière d'industrie, est progressivement mobilisé par l'Union dans le domaine de la défense.

La Commission européenne en fait un usage de plus en plus constructif, par exemple avec le programme EDIP qui permet de répondre directement aux effets de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine.

Cependant, le recours à l'article 173 TFUE dans le domaine de la défense, même lorsqu'est soulignée la nécessité d'investir dans la compétitivité industrielle de l'Union dans tous les domaines économiques, n'a été permis que par une forte cohésion politique entre les institutions de l'Union et les États membres. L'article 346 TFUE, qui reconnaît la compétence nationale sur les questions de défense, pourrait être brandi par les États membres pour contester des agissements *ultra vires* (au-delà des compétences) de la Commission européenne, comme cela a pu être fait à plusieurs reprises par le passé. L'article 173 TFUE n'a en effet pas été conçu dans une telle optique de défense.

Pour voir émerger une Europe de la défense, il sera alors nécessaire de dresser un nouveau traité, ou de réviser substantiellement les traités actuels. Toutefois, il semble que les États membres soient encore trop attachés à leur compétence nationale pour envisager une telle évolution dans un avenir proche. L'Europe de la défense demeure alors une aspiration lointaine et pour le moment insaisissable.



Gabriel Darondeau

Master de spécialisation interdisciplinaire
en études européennes

Europe's over reliance on external forces: the EU-NATO cooperation

The recent beginning of United States (US) President Donald Trump, poses a risk going forward regarding recent issues such as peace and security, especially given US's importance regarding the European Union's (EU) foreign policy and actions. For this reason, it is important to re-evaluate and analyse EU's relationships with NATO, and wonder whether Europe should shift to a more independent approach or keep the status quo.

The EU's security framework remains deeply intertwined with NATO, an alliance in which the US plays the most significant role. While cooperation between the two organisations has intensified in recent years, especially following Russia's invasion of Ukraine, this collaboration has also revealed the EU's persistent dependence on external actors. The recent joint declaration pledging greater cooperation between NATO and the EU certainly emphasizes unity in the face of shared threats, but simultaneously reflects the EU's limited ability to manage its own defence independently.

A fundamental issue is the EU's lack of a unified strategy for collective security. Decisions on defence policy often defer to US leadership, which shapes Western security priorities, sometimes at the expense of European interests. This pattern has become particularly evident in the Ukrainian conflict, where the US has led both military aid efforts and the broader Western response. Achieving consensus among EU member states remains challenging due to varying national priorities, historical experiences, and defence commitments. However, the situation has become even more precarious during Trump's presidency, given his isolationist tendencies, transactional approach to alliances, and unpredictable foreign policy.

His reluctance to commit firmly to defending Ukraine further exposes the EU's vulnerabilities.

While the US continues to bear the brunt of military aid to Ukraine, many EU countries lag behind in defence spending. NATO recommends that member states allocate at least 2% of their GDP to defence, yet many EU nations fall short of this target. This underinvestment not only reflects a lack of commitment to collective security but also perpetuates Europe's reliance on external protection. Without substantial investment, Europe risks remaining unable to respond independently to security crises.

The inclusion of Sweden and Finland in NATO, driven by Russian aggression, further illustrates Europe's perceived need for external guarantees. While their membership strengthens the alliance, it also reflects a lack of confidence in the EU's own capacity for defence. Additionally, the presence of non-EU NATO members like Turkey complicates matters. Ankara's strained relations with several EU capitals and divergent foreign policy goals create friction, making NATO an imperfect vehicle for representing European security concerns.

The EU has made some progress through its Common Security and Defence Policy (CSDP), with initiatives like the Permanent Structured Cooperation (PESCO), and the European Defence Fund (EDF) promoting collaborative defence projects. However, these efforts remain limited in scope, underfunded, and constrained by bureaucratic inefficiencies. The lack of standardised defence policies and equipment across member states further hampers effectiveness, as national armies continue to operate with differing standards, making joint operations more complex and inefficient.

The EU-NATO joint declaration emphasizes the importance of the "transatlantic bond", yet this reliance on NATO raises critical concerns. How can Europe guarantee its security when strategic decisions are influenced primarily by Washington? What happens when US interests diverge from those of Europe? Overdependence on NATO leaves Europe vulnerable to shifting US priorities and domestic political changes, as demonstrated during Trump's presidency.

HOW COULD THE EU BE MORE INDEPENDENT?

Moving forward, Europe must adopt a proactive approach to strengthen its own security infrastructure. Increased defence spending across EU member states is essential, with countries needing to meet and exceed NATO's defence expenditure benchmarks to ensure self-reliance. Simultaneously, cooperation must be enhanced through expanded PESCO and EDF projects while eliminating bureaucratic hurdles. Stronger partnerships between EU states can foster deeper collaboration, ensuring a more integrated European defence industry capable of rapid response. Additionally, establishing independent command structures, such as a European Defence Union, could enable faster and more coordinated decision-making during crises, reducing dependency on NATO's chain of command.

Standardisation of military equipment and protocols across the EU would further streamline cooperation and simplify joint operations. However, genuine strategic autonomy cannot be achieved without stronger political unity among member states. National governments must recognise that collective security is a shared responsibility, requiring long-term commitments beyond national borders. Defence modernisation should also involve the private sector, with public-private partnerships driving technological advancements and ensuring Europe remains competitive in modern defence capabilities.

While NATO remains an essential pillar for transatlantic security, it cannot be the sole foundation of Europe's defence strategy. The EU must view current cooperation with NATO not as a permanent state of dependency but as a stepping stone toward a more autonomous and self-sufficient defence structure.

THE SECURITY DILEMMA: MORE WEAPONS EQUALS MORE PEACE?

If Europe were to create a common army or a more standardised and unified defence strategy, would it genuinely promote peace or merely fuel global tensions? An expanded European military force risks being perceived not as a beacon of unity but as a provocation, potentially reigniting fears of bloc rivalry and neo-imperialism. The historical pattern of armament escalation suggests that more weapons often lead to greater instability, not security, and we cannot afford more conflicts, as of the current world state.

Yet, in a world fraught with diverse threats, a coherent European defence strategy could be indispensable for both protection and peacekeeping. However, this approach must carefully balance deterrence with diplomacy to avoid alienating global partners. Also, if we take into account ideological shifts within Europe, the issue gets more and more complex. The rise of conservative governance across many EU nations prioritizes national security and cultural preservation, often at the expense of broader global cooperation. This defensive mindset risks fostering a fortress Europe, undermining its potential as a positive force in global diplomacy.

Europe must decide whether it wishes to be perceived as a militarized fortress or a principled peacekeeper. By prioritizing conflict prevention, humanitarian aid, and diplomatic mediation, the EU could strengthen its reputation as a proactive peace champion. In EU-NATO relations, this strategy would allow the EU to complement NATO's collective defence role while championing stability through non-military means.



© EU Multimedia Center

The EU stands at a pivotal crossroads in defining its security future. Continuing to rely on NATO and US' leadership, while convenient, risks undermining Europe's long-term stability and influence. To break free from this dependency, the EU must boldly invest in its own defence capabilities, improve on its own military collaboration, and unify its member states under a cohesive security strategy. By balancing strength with diplomacy, and putting herself as the global peacemaker, Europe can transform itself into a global leader for peace and stability. The choice seems clear: either remain a passive player, depending on others for a direction, or rise as a proactive force, capable of safeguarding both its citizens and the broader international order.



Sara Bordigato

MA2 in International Relations

Security Peace and Conflicts

Biden et l'Europe : le reset raté de la relation transatlantique

Le reset transatlantique de Biden vacille. Malgré l'optimisme initial en Europe après l'élection du Démocrate en 2020, son mandat a connu des résultats mitigés. Les tensions majeures incluent les différends commerciaux, le retrait unilatéral d'Afghanistan ou encore l'accord AUKUS. Cependant, la guerre en Ukraine en 2022 a agi comme un véritable catalyseur des relations UE-USA et a remis l'OTAN sur le devant de la scène, malgré le déplacement durable des intérêts stratégiques américains vers l'Indopacifique. L'avenir reste plus incertain que jamais face aux réalignements mondiaux et l'élection de Donald Trump.

Qui l'eût cru ? L'ex-président Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine face à Kamala Harris, quatre ans après sa défaite face à Joe Biden. Une performance jamais reproduite depuis Grover Cleveland à la fin du 19^e siècle. Et ce, à l'issue d'un comeback jamais-vu, à la suite de démêlés judiciaires inédits et deux tentatives d'assassinat.

L'heure est désormais aux craintes et aux pronostics quant à ce que cette seconde présidence Trump réservera à l'Europe. Presque tous les commentateurs et observateurs sont unanimes, Trump continuera sa politique transactionnelle et isolationniste à l'œuvre entre 2016 et 2020, où l'Europe fut considérée comme une alliée de circonstance quand cela bénéficiait aux intérêts américains, et une rivale économique quand il s'agissait de protéger ces mêmes intérêts.

Néanmoins, avant de procéder à quelque lamentation sur ces quatre prochaines années, l'honnêteté intellectuelle nous oblige à nous pencher sur le bilan mitigé de la relation transatlantique sous la présidence de Joe Biden.

UN RESET DE LA RELATION TRANSATLANTIQUE SOUS BIDEN ?

Après les quatre années tumultueuses du premier mandat du président Trump,

l'élection de Joe Biden fut accueillie avec optimisme et soulagement dans les capitales européennes.

En effet, dans les jours et semaines qui suivirent son investiture, la nouvelle administration s'est éloignée de l'approche conflictuelle et isolationniste de la précédente. Elle offrit ainsi la perspective d'un retour à une diplomatie collaborative et d'une restauration de l'alliance transatlantique à son état d'avant 2017. En effet, les États-Unis décidèrent de réintégrer l'Accord de Paris ainsi que l'OMS, illustrant une prise de conscience des enjeux climatiques et une volonté de renouer avec l'ordre multilatéral. Toutefois, Biden n'a pas réussi à rétablir tous les liens multilatéraux, comme le montre l'échec patent pour revitaliser l'accord nucléaire iranien, affecté par des priorités géopolitiques divergentes et le rôle déstabilisateur de l'Iran dans les conflits régionaux.

Pour illustrer la grande désillusion européenne suite à l'élection du président Biden, il est intéressant de se pencher sur les différends tarifaires et commerciaux, le retrait unilatéral d'Afghanistan ainsi que l'accord AUKUS. Ces trois sujets illustrent les tendances profondes à l'œuvre aux États-Unis depuis presque vingt ans, signalant un désintérêt croissant pour l'Europe et une volonté de concentrer les forces vives dans la région de l'Indopacifique.

DÉFIS ET REVERS

Les différends commerciaux sont restés une épreuve constante pour le dialogue transatlantique, après que l'administration Trump a décidé d'imposer des droits de douane sur une série de marchandises européennes. Toutefois, certains développements furent prometteurs. Après de longues négociations, une suspension des droits de douane sur l'acier et l'aluminium européens fut annoncée en janvier 2022. En décembre 2023, une trêve tarifaire de deux ans fut prolongée, accompagnée d'une suspension réciproque des mesures de rétorsion de l'Union européenne (UE). Ces avancées illustrent l'engagement de Biden à renforcer le dialogue sur des sujets comme la surproduction d'acier et les enjeux environnementaux. Cependant, un accord définitif reste pour l'heure hors de portée. Les Américains souhaitent que l'UE impose des droits sur l'acier chinois, ce que la Commission européenne refuse. L'Europe cherche depuis des années une solution conformément aux règles de l'OMC, mais force est de constater que l'organisation genevoise est aujourd'hui paralysée et ne permet pas de trouver d'issue durable.

Autre sujet de tension : l'Afghanistan. Après vingt ans de présence militaire, les États-Unis se sont retirés unilatéralement du pays en 2021. Ce retrait, motivé par la volonté d'éviter un enlèvement et de redéployer des ressources en Indopacifique, suscita l'indignation internationale. Bien qu'initié sous la présidence Trump, ce retrait fut un véritable coup de tonnerre affaiblissant la cohésion au sein de l'OTAN. L'absence de consultation des alliés européens par l'administration Biden renforça les doutes sur la fiabilité des engagements américains. Ce retrait marqua une prise de conscience en Europe : l'UE ne peut plus se permettre de faire aveuglément confiance à ses alliés, même les plus proches, et doit renforcer son autonomie stratégique pour agir indépendamment sur la scène mondiale. Cette débâcle révéla également que les priorités géostratégiques américaines transcendent le bipartisanisme politique, signalant un réalignement durable vers l'Asie.

Enfin, en 2021, l'accord AUKUS entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis marqua une nouvelle fracture transatlantique. Cet accord comprenant la livraison de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie, remplaça un contrat de 56 milliards d'euros avec la France. Paris, informé à la dernière minute, qualifie cet acte de « trahison » et rappelle son ambassadeur en Australie. Cet épisode met une nouvelle fois en lumière l'importance croissante de l'Indopacifique pour les États-Unis dans leur lutte contre l'hégémonie chinoise. En revanche, il affaiblit la relation franco-américaine et soulève des questions sur la coordination entre partenaires transatlantiques, alors même que l'UE est dans ses premiers balbutiements pour développer sa stratégie pour cette région.

L'INVASION RUSSE DE L'UKRAÏNE : UN GAME-CHANGER INESPÉRÉ

L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 marque une escalade majeure dans un conflit de huit ans, opposant les autonomistes pro-russes à l'est, soutenus par Moscou, et l'armée de Kiev. Cette violation flagrante du droit international indigna les pays occidentaux et galvanisa l'alliance transatlantique, particulièrement l'OTAN. Avant la guerre, l'alliance faisait face à des critiques : Emmanuel Macron dénonçait sa « mort cérébrale » et Donald Trump remettait en question son utilité, qualifiant l'OTAN d'« obsolète ». La guerre aligna les positions européennes et américaines, entraînant une renaissance des relations transatlantiques. Les sanctions contre Moscou, l'aide militaire colossale accordée à Kiev et l'augmentation des budgets de défense illustrent cet alignement inédit. En outre, l'Europe s'est résolument engagée sur la voie de la diversification énergétique, important désormais davantage de gaz naturel liquéfié (GNL) américain que de gaz russe.

Toutefois, l'avenir reste incertain. Qu'en sera-t-il du prochain mandat du président Trump, lui qui a si souvent soufflé le chaud et le froid dans ce dossier ? Malgré cette inconnue, Américains et Européens restent pour l'instant unis dans leur soutien à l'Ukraine en dépit des nombreux défis et revers rencontrés par Kiev sur le champ de bataille. Cette unité aura en tout cas marqué un tournant pour la cohésion transatlantique, et offre une respiration salutaire pour les partisans d'un reset des relations transatlantiques.

Il conviendra de déterminer si les rares lueurs d'espoir observées pendant ces quatre dernières années inverseront la tendance de l'affaiblissement de la relation transatlantique ou s'il s'agissait simplement d'une parenthèse dans un contexte de détérioration constante du multilatéralisme et de l'ordre libéral international. À l'aube d'un nouveau mandat du président Trump, l'urgence d'une plus grande autonomie stratégique européenne aux niveaux économique, industriel, militaire et politique paraît plus évidente que jamais. Pourvu que l'UE et ses États membres ambitionnent de peser sur la scène internationale.



Julien Collin

Master de spécialisation interdisciplinaire
en études européennes



BOOK

A new Gender Equality Contract for Europe

Feminism and progressive politics



As the European Commission enters its new term and as concerns have been high on the lack of ambition on equality policy, this publication offers a timely reflection on the need for a new gender contract for Europe.

Read the new open-access book "A New Gender Equality Contract for Europe", which argues why gender equality should become a unifying force towards more egalitarian, solidaristic and caring societies.

The topics include **education, reproductive health, labour, care, cultural rights, democracy, climate, and Feminist Foreign Policy**. Featuring gender experts from diverse disciplines and backgrounds across Europe, the book connects feminist academic intelligence with hands-on policymaking.

By the Foundation for European Progressive Studies (FEPS) in cooperation with Fondation Jean-Jaurès, published by Palgrave Macmillan.



EU-Japan new security pact in context: moving beyond good intentions

American commitment to the Old Continent's security is much less certain than in the past, as Trump's new mandate is set to begin soon. This is only part of what's at stake for the European Union (EU) and Japan's new security pact, which will try to provide a credible step forward in the context of a relationship that has yielded relatively few meaningful results to this day.

THE EU AND JAPAN'S HISTORY OF COOPERATION: MUCH TO HOPE FOR, LITTLE TO SHOW

In 1991, the signing of the 'Hague Declaration' was the formal start of EU-Japan relations, although one with vague foundations. Twenty-seven years later, in 2018, the Strategic Partnership Agreement (SPA) created a framework with key areas the EU and Japan agreed to focus on in their security partnership. These areas range from nuclear proliferation and arms control to energy security and cybercrime. Even though the SPA has undoubtedly been a step towards a more pragmatic relationship, some have pointed out that it risks failing to live up to the ambitions it outlines. For this reason, the announcement of a new Security and Defence Partnership on the 1st of November 2024 must have raised concerns among careful observers.

Regardless, it shall be noted that Japan is the first country in the Indo-Pacific to endeavour into such an agreement with the EU. Even more unprecedented is the fact that Japanese Foreign Minister Iwaya and High Representative Josep Borrell agreed that cooperating on security in their respective regions is essential to a free and open international order.

THE SECURITY AND DEFENCE PARTNERSHIP: WHAT TO EXPECT

The official text for this Security and Defence Partnership is far from being exhaustive, but some elements are to be highlighted. The agreement will be relying on several dialogue mechanisms, the main ones being the EU-Japan Summit and the Japan-EU Strategic Dialogue. The latter is an annual forum that was first held on the same day the Partnership was announced, and is meant to promote cooperation on defence-related issues. During this first meeting, the entry into force of the SPA at the end of 2024, following all member states' ratification, was communicated.

As for key areas where cooperation is expected to be explored, the EU and Japan are planning to consult each for the development of their respective defence initiatives. Moreover, the two will be looking for common ground in the field of counter-terrorism, peace-keeping, conflict prevention and crisis management.

The EU and Japan intend to enhance existing cooperation instances, as is the case with maritime security in the Gulf of Aden, off the coast of Somalia, where the EU's Operation EUNAVFOR Atalanta and the Japanese Maritime Self Defence Forces have been coordinating efforts to counter piracy for over a decade.

UNLIKELY PARTNERS STRIVING FOR AN ALTERNATIVE

The EU and Japan may come off to readers as 'unlikely' or distant partners at a first glance, but there is something that inevitably brings their strategic concerns to the same table: the United States (US).

Japan has yet to move away from the system inaugurated with the 1955 San Francisco Treaty that put it under US protection. Similarly, the EU has counted on US participation in NATO for its own security, despite some initiatives that may give it more autonomy in the future in this regard. Therefore, the reason why both the EU and Japan are willing to consider each other as an alternative ally to the US in light of a new Trump mandate should be clear. However, other factors are at stake. China has asserted itself as a major global powerhouse that could disrupt the EU's prospects for a free and multilateral international order. Japan shares a similar view, found in the Free and Open Indo-Pacific Initiative, a comprehensive set of strategies to ensure freedom of navigation and a rules-based world order, first conceived by Prime Minister Shinzo Abe in 2016. Japan is also increasingly concerned by North Korea's escalating missile tests, including one that took place just before the announcement of the Partnership.

SECURITY COOPERATION FROM HERE: CAREFUL OPTIMISM

Foreseeing whether this security pact will help the EU and Japan to move beyond a pattern of essentially normative declarations of intentions and actually achieve some observable results is close to impossible.

However, the Security and Defence Partnership is a one of a kind agreement that could indeed lay a pragmatic framework for cooperation on security and defence matters. International tensions in the South China Sea and Ukraine find Japan and the EU on the same page, while common strategic interests, such as that of keeping sea lines of communication open, are ever more evident.

US disengagement is not guaranteed, but surely acts as an incentive for the EU and Japan to look for likely-minded partners in light of the aforementioned elements.

The political motives are there, and so is the potential; what remains to be seen is if the two will finally be able to turn good intentions into a sound, comprehensive partnership.

Vittorio Bosello

MA in European Studies

(EU-Asia track)



©EU Multimedia Center

Democracy hacked:

Russian interference in Romania's presidential race

Romanians have hit the polls thrice this year for the election of the new president. However, three weeks have passed since the Romanian Constitutional Court over-turned the first round following credible allegations of Russian interference. This annulment, an uncommon occurrence in contemporary European democracies, has left the nation into political chaos, confronting its most serious crisis after the collapse of Communism three decades ago. The candidate promoted by Russia was the far-right ultranationalist Călin Georgescu, a NATO-skeptic with a pro-Russian stance and a vocal critic of the EU. Unknown before elections and running as an independent without any party support, Georgescu won with 23% of the votes. Now, the burning issue is the need to know how and why.

GEORGESCU: UNKNOWN OUTSIDER WITHOUT A PARTY EDGES TOWARDS THE PRESIDENCY

Călin Georgescu, a 62-year-old Trump and Putin admirer, was very little known by nationals before his first-round victory. Believed to be “a strange combination of mysticism, denial of neoliberalism, Christian environmentalism, legionary nationalism and anti-scientific conspiracy theories”, he succeeded thanks to a social media campaign on TikTok fuelled by a combination of populist, anti-establishment and ultranationalist rhetoric. Notably, he has openly expressed support for neo-legionnaire groups that trace their ideology back to the Iron Guard, a fascist and religious movement responsible for atrocities in the 1930s in Romania.

Georgescu's campaign has focused on delivering messages designed to resonate with nationalist sentiments.

He has branded Romania as a “Western colony” exploited by multinational corporations and called for the country to adopt a neutral stance in the ongoing war in Ukraine. Promising to restore what he claims is Romania's lost sovereignty, he vows to outlaw LGBTQ+ “propaganda” and has proposed partial nationalization of key industries.

So, was Georgescu's rapid rise truly an extraordinary political shift, or does it mark the culmination of years of subtle, strategic influence—a practice the Kremlin has long perfected?

FROM OBSCURITY TO PROMINENCE: BEHIND THE SCENE OF 85 000 CYBERATTACKS

Romania's presidential elections took place in a politically tense environment, with nationalist politicians rising to prominence due to public discontent mainly about corruption and economic hardships. In fact, despite the country's history of anti-Russian sentiment, part of the population has become increasingly frustrated because of poor political representation and limited access to public services, leading to their sympathising with Georgescu. Rising inequalities and social injustice have turned Romania into a breeding ground for extremists, making nationalist ideas more appealing. The only pro-European and pro-democratic candidate in the race was Georgescu's opponent, Elena Lasconi, a liberal mayor who was widely seen as unfit and unqualified for the position.

However, Georgescu's specific success in this fertile ground was anything but organic. Romania has become a prime target for Russian influence, given its strategic location near the Black Sea and its critical role as a major European Union (EU) and NATO member.

This comes amid broader Russian efforts to sway the political landscape of Eastern Europe, including recent interference in Moldova and Georgia.

The strategies used have been proven effective, straight from the Kremlin's book. The tactics felt too familiar with Russian disinformation campaigns, aimed to spread far-right narratives and boost Georgescu's profile, while leveraging social media platforms as TikTok, making him a more prominent candidate.

The (de)classified report of the Romanian Domestic Intelligence stands at the heart of the Romanian Constitutional Court decision. The document details how a Russian social media campaign could have brought out of the shadow Georgescu two weeks before the elections, with a sudden surge of 25 000 pro-Georgescu TikTok posts appearing overnight. According to the intelligence services, there were almost 85 000 hacking attempts, including on election day, to get electoral data and alter content. The report suggests that cybercriminals used advanced and sophisticated hacking techniques, often linked to state-sponsored operations. Combined with Georgescu's campaign strategy of avoiding interviews, this raises questions about whether his unexpected 2.1 million votes were part of a larger and more coordinated conspiracy.



Emma Zanoni

MA2 in International Relations:

Peace, Security and Conflicts



© Paul Arne Wagner - Flickr

A WAKE-UP CALL FOR EUROPE

Romania is the first European country to call off an election over alleged Russian interference. Nevertheless, Romania's political crisis underlines a wider trend: the persistence of authoritarian regimes seeking to exploit democratic institutional vulnerabilities. Events such as the last-minute cancellation of an election—on grounds of alleged foreign influence—serve starkly to remind the world that neither the project of the EU nor NATO's security umbrella is any guarantee. The best defence against hybrid threats has to be in place long in advance of the moment of crisis.

What Romania is facing now is a far deeper challenge: an effort at rebuilding trust in a manner that would restore integrity to democratic processes, both internally and for its allies. What happened in the country will echo beyond its borders, with the resilience of democratic institutions hanging in the balance across the wider region. As in so many recent crises on Europe's eastern flank, the key question is what will prevail – the openness, transparency, and the respect for the rule of law or the manipulation, secrecy, and arbitrary interference. For now, the answer remains desperately open.

Nevertheless, many international observers believe that the court's decision was an encouraging sign of sanity. It demonstrates the robustness of Romanian democracy and resilience in the face of repeated attempts at foreign interference.

La jeunesse géorgienne : un moteur pour l'Europe malgré les fractures internes

Le 28 novembre dernier, le Premier ministre Irakli Kobakhidzé annonçait la suspension des négociations d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne (UE) jusqu'en 2028. Les réactions ne se sont pas faites attendre, notamment de la présidente sortante géorgienne Salomé Zourabichvili. Celle-ci a dénoncé l'illégitimité du gouvernement élu en octobre avec des suspicions de fraude électorale et a appelé « l'UE à taper du poing ». Alors qu'un bras de fer institutionnel semble s'être installé dans le pays, la population géorgienne, et particulièrement les jeunes, refuse de rester silencieuse. À plusieurs reprises en 2024, des milliers de jeunes ont protesté contre le gouvernement géorgien incarné par le parti Rêve géorgien régulièrement qualifié de pro-russe. De fait, à travers leurs rêves européens et leurs luttes, les jeunes géorgiens incarnent un paradoxe : celui d'une nation déchirée entre tradition et modernité.

UN « CHAOS ORGANISÉ » : LA NOUVELLE GÉNÉRATION RÉINVENTE LA CONTESTATION

En mai 2024, le gouvernement géorgien a fait passer la loi sur les « agents étrangers » également appelée « loi russe ». En effet, celle-ci s'inspire d'un modèle déjà utilisé en Russie exigeant des organisations et des médias financés à plus de 20 % par des fonds étrangers de s'inscrire en tant « qu'organisation servant les intérêts de puissances étrangères ». De nombreuses institutions comme le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ont fait part de leurs craintes quant aux menaces que cette loi pourrait faire peser sur la liberté d'expression et d'association. En réaction, la Géorgie a connu des vagues de protestation notamment à Tbilissi, la capitale. Contrairement aux précédentes contestations, celle-ci fut marquée par la participation prédominante de la « génération Z ». On assiste alors à un renouveau de l'action publique où les traditions politiques et les ONG sont laissées de côté pour faire place à une protestation spontanée. Cela remet en question l'efficacité des organisations traditionnelles de la société civile, régulièrement soutenues par l'UE à travers des programmes de coopération.

Interrogés par le journal Le Monde, des protestataires étudiants donnaient leur vision de la politique et de leur mode d'action. Salomé Quourdiani, étudiante en droit, parle alors de « chaos organisé » et rappelle qu'au début des manifestations en 2023, « on ne voulait aucun politicien sur scène ni nulle part ailleurs », pour éviter toute récupération politique par les partis traditionnels. Malgré tout, ce mouvement spontané et sans leader cherche à s'organiser. Des réunions d'une vingtaine de manifestants, principalement constituées d'étudiants, s'organisent. Signe du caractère émergent de leur mouvement, un étudiant propose d'utiliser son propre drone pour filmer les manifestations. Un point semble toutefois rassembler l'ensemble de ces protestataires : ils veulent contester le gouvernement légalement, sans passer par la force pour ne pas donner raison aux dirigeants les traitant régulièrement de « radicaux ».

L'EUROPE COMME HORIZON : UNE ASPIRATION GÉNÉRATIONNELLE

Au-delà de la question de la démocratie, la loi sur l'influence étrangère pose un problème à la Géorgie dans son processus d'intégration européenne. En effet, cette loi envoie un message clair de rapprochement avec la Russie. Ainsi, la question européenne semble cristalliser l'ensemble des tensions dans le pays.

D'après un sondage réalisé en novembre 2024 par l'International Republican Institute, 73 % des Géorgiens soutiennent l'intégration européenne de leur pays. Chez les jeunes (18-35 ans), ce chiffre grimpe à 80 % contre seulement 68 % pour les plus de 56 ans. Cet écart générationnel s'explique notamment par l'accès des jeunes à des programmes européens. En tant que membre du Partenariat oriental, la Géorgie bénéficie de nombreuses initiatives dédiées à la jeunesse. Cette politique européenne vise à renforcer les liens entre l'UE et ses pays voisins dans une perspective d'intégration future. Ainsi, entre 2017 et 2020, plus de 120 millions d'euros ont été investis pour permettre à 80 000 jeunes dont 2 500 Géorgiens de participer à des échanges académiques ou professionnels via Erasmus+. Le pays est également impliqué dans le programme EU4-Youth, qui soutient l'employabilité et l'engagement civique des jeunes dans la région.

Cependant, ces initiatives ne concernent encore qu'une minorité de jeunes géorgiens et le cas du pays reste unique : d'autres États du voisinage européen, comme l'Azerbaïdjan, ne partagent pas le même enthousiasme pour l'intégration européenne. D'autres explications sont donc nécessaires.

UN REJET VISCÉRAL DE LA RUSSIE, HÉRITAGE DE CONFLITS ARMÉS

Nino Haratischwili, autrice de *La Lumière vacillante*, un roman se déroulant pendant trois décennies dans une Géorgie en pleine reconstruction à la suite de la chute de l'URSS, analyse la situation politique de son pays.

Selon elle, les jeunes « nés dans une Géorgie indépendante sont libérés de cette histoire ». Au-delà des questions économiques, la volonté d'adhésion des jeunes à l'UE s'explique par un rejet massif de la Russie, considérée comme la première menace de leur pays.

Les conflits armés en Abkhazie et en Ossétie du Sud, exacerbés par l'intervention militaire russe jugée responsable de la déstabilisation du pays, ont profondément marqué la Géorgie et laissé des traces indélébiles sur sa jeunesse. La guerre russo-géorgienne d'août 2008 a particulièrement ravivé ces blessures. Cette humiliation nationale, ressentie de manière aiguë par les jeunes générations, a renforcé un sentiment de méfiance envers la Russie et nourri un désir d'émancipation politique et culturelle.

La question des déplacés internes, touchant près de 240 000 personnes, reste un enjeu majeur. Beaucoup de jeunes grandissent dans des camps ou des logements temporaires exposés aux stigmates de la guerre. Ces conditions difficiles renforcent un sentiment d'injustice et d'opposition au Kremlin.

ENTRE PROMESSES ET DÉSILLUSIONS : LE DÉFI D'UNIR UNE JEUNESSE DIVISÉE

Si la jeunesse géorgienne semble massivement tournée vers l'UE, cet engouement ne fait pas non plus l'unanimité. Dans les zones rurales, où près de 40 % de la population réside, les perspectives d'intégration européenne sont souvent perçues avec scepticisme. Les questions d'emploi et de survie économique dominant dans les campagnes. L'Europe peut sembler lointaine et son discours progressiste déconnecté des réalités locales. Ce décalage se reflète dans les préférences politiques. Les zones rurales votent majoritairement pour le parti Rêve géorgien, accusé d'être trop proche du pouvoir russe.

De plus, les mouvements pro-russes, en plein essor, défendent des valeurs dites traditionnelles et ciblent tout particulièrement la jeunesse issue des milieux conservateurs.



Ces organisations, souvent soutenues par des campagnes d'influence russes, mettent en avant un discours anti-européen, diffusant une vision idéalisée d'une Géorgie préservée des « excès occidentaux », jouant habilement sur les peurs liées aux débats autour des droits LGBT ou de l'éducation sexuelle.

Cependant, ce rejet n'est pas qu'une simple opposition idéologique. Il repose également sur des désillusions économiques. Beaucoup s'attendaient à des bénéfices immédiats après la signature de l'Accord d'association avec l'UE en 2014. Mais dans certaines régions, les agriculteurs disent avoir vu leurs conditions de vie stagner ou empirer. Cette perception, même si elle ne reflète pas toujours la réalité des réformes, nourrit un sentiment d'abandon.

Bien que la jeunesse soit massivement en faveur d'une intégration européenne, il existe donc de nombreux risques. Entre des institutions bloquées et un clivage politique marqué entre les villes et la campagne, les obstacles au rêve européen pourraient compliquer la situation pour la jeunesse. Aussi, 95 % des sources d'information chez les jeunes géorgiens proviennent des réseaux sociaux et tout particulièrement de Facebook. Si ce facteur facilite l'accès à des médias occidentaux, il existe également un risque de désinformation, outil très largement utilisé par la Russie aux quatre coins du monde.



Thibault Drouin

MA2 en études européennes

Beyond gender-blindness:

why we must not forget about gender mainstreaming in foreign, security and defence policies and why it matters to the EU

Gender mainstreaming has been a core objective of the European Union (EU) since 1997, scoring different levels of success depending on the policy field. In particular, such a mainstreaming process started too late and attained too little in the fields of foreign affairs, security and defence policies. In a time of widespread geopolitical instability and human rights violations, it is important for the debate about EU's action in foreign affairs, peace and security to also take into account the gendered dimension of conflicts. This article delves into this matter by unpacking the gender-specific impact of conflicts and proposing ways to address it through policy, ultimately explaining the relevance this has in the EU context

Threats to international peace and security—and ultimately to human rights—are on the rise in several regions of the world, making the topic a pressing issue in both political agendas and citizens' everyday thoughts. As the whole of the international community is called to act better and faster in the effort to enforce international law and guarantee human security, the EU is no exception. However, in order for its voice to be strong and credible enough on the international (geo)political scene, the EU first has to act on the *domestic front* in regard to foreign, security and defence policies.

Going beyond the metaphor, in order to respond to this time of widespread geopolitical instability, EU member states should take the step that has been delayed for decades on end and finally enhance the EU competences in foreign affairs, security and defence. This translates to allowing the existence of strong, coherent and more ambitious common policies in such fields and creating a common European army.

While these aspects may already be a part of the mainstream public debate, others are usually neglected. The gendered dimension of conflicts, for instance, is often overlooked. This undermines the transformative potential that adopting a gender-sensitive approach to foreign, peace and security policies would have.

Since the Treaty of Amsterdam enshrined gender equality as a core objective of the EU in 1997 (Art. 2 TFEU), gender mainstreaming has been a central policy goal, with mixed success. In fact, too little has been done in the field of foreign affairs, security and defence. In this context, it is crucial to highlight key takeaways from the United Nations' Women, Peace, and Security (WPS) agenda, along with the more recently developed principles of feminist foreign policy. This way, gender mainstreaming is not left behind in the talks about the future developments of the EU's Common foreign and security policy/Common security and defence policy (CFSP/CSDP).

The gendered dimension of conflicts encompasses various aspects, such as the underrepresentation of women in peace processes and leadership positions within institutions dealing with security, defence, and foreign affairs. It also includes gender-based violence, for example armies using rape as a weapon to assert dominance over territories and peoples. Moreover, the gendered dimension of conflicts comprises the restricted access to sexual and reproductive healthcare, often deriving from the destruction of medical facilities. Furthermore, women face an elevated risk of human trafficking, along with heightened discrimination and persecution, particularly targeting female peace and human rights advocates.

Additionally, the violent overthrow of governments often jeopardizes previously secured women's rights: a stark example of this is the severe restrictions on women's rights that followed the Taliban takeover of Afghanistan in 2021.

Although less explored in both academic literature and policies, the observation of the gendered dimension of conflicts shall not be restricted to the conditions of women and girls, but rather include the LGBTQIA+ community as well.

The earliest theories of a gender-sensitive approach to peace and security emerged in the early 20th century, rooted in the work and activism of pacifist and feminist women like Jane Addams. Among her notable contributions, Addams chaired the 1915 International Congress of Women in The Hague, which sought to propose resolutions to the escalating conflict of World War I.

However, it was not until the year 2000 that the international community, especially the United Nations, began formally promoting this approach. That year, the UN Security Council (UNSC) adopted Resolution 1325, marking a significant milestone. Since then, nine additional UNSC resolutions have been passed, collectively forming the WPS agenda. This framework provides a foundation for countries to develop their own national action plans. The agenda relies on four pillars: *participation, protection, prevention and relief and recovery*. The first includes all the steps aimed at increasing women's involvement in the field of international peace and security, auspicing women's participation to be full, equal and meaningful. The other three refer instead to conflict-related (sexual) violence against women and girls.

This year marks an important milestone for the WPS agenda, as the UNSCR 1325 turns twenty-five.

However, in the words of the UN Secretary General Antonio Guterres, a quarter of a century after the adoption by the Security Council of its resolution 1325 (2000), *women's full, equal and meaningful participation in building peace should be the norm, not an aspiration or an afterthought*, but the data show that this is far from being a reality.

A possible solution to women's full, equal and meaningful participation in peace processes being a mere afterthought is given by the innovative concept of *feminist foreign policy*. This approach puts women's rights in the spotlight of diplomatic action, values human security over State security, and ensures equal representation in institutions and their decision-making processes. It is also known as the *3 R's approach*, from the keywords *rights, representation and resources*. This emphasis on resources is outstanding, considering that the effectiveness of the WPS agenda is undermined by the scarce funding allocation to dedicated programs. Clearly, the principles underlying this approach do not differ much from the WPS agenda. Indeed, its innovative contribution is to be found rather in the logic behind it, which makes the goals more binding and attainable. The agenda tailored by the United Nations outlines aspirations for national action plans, which often remain merely an appendix to primary domestic and foreign policies. In contrast, a foreign policy grounded in feminist principles can profoundly influence a country's overall approach to international affairs.

Sweden has been the pioneer of feminist foreign policy, adopting it in 2014 as a part of the strategy of the former Minister for Foreign Affairs Margot Wallström. Afterwards, in 2018, France started promoting the principle of *feminist diplomacy* and other EU member states—such as Germany, Luxembourg, the Netherlands and Spain—equipped themselves with feminist foreign policies too.



When it comes to the EU, scholars argue that its attempts to mainstream gender in this policy sector not only started quite late but have also been scarcely effective as of now. Even though EU peacebuilding operations such as EURLEX in Kosovo included gender-sensitive provisions like the creation of gender focal points, gender mainstreaming cannot be considered to be fully accomplished, as it did not replace the neutral lens that is traditionally used to look at security issues. Moreover, difficulties arise because, while the European Parliament (EP) is the most supportive institution regarding the implementation of the WPS agenda at the EU level, its stance carries little weight. This is due to the EP having only an advisory role in matters of security and defence.

In the EU context, establishing a gender-sensitive approach to foreign, security, and defence policies faces significant challenges. These stem not only from cultural factors, but also from the unresolved tension between the supranational and intergovernmental dynamics that shape the integration process—a tension that poses particular obstacles for the CFSP and CSDP.

The EU Action Plan on Women, Peace and Security (2019-2024) approved in July 2019 moved steps in the right direction. Nonetheless, it is concerning how the aspects that it covers are deprioritised in the political debate as soon as wars start or escalate, as we can currently witness in relation to Ukraine and Gaza, for example.

While considering neutrality—as in gender-blindness—as a guarantor of fairness and equal treatment may be tempting, it is important to remember that any policy that fails to address the specific issues of a given population group is condemned to never be fully effective once implemented.



Alessia Ruta

MA1 in European Studies

Le droit de la concurrence européen face au *greenwashing* dans l'industrie de la mode

L'industrie de la mode est un secteur clé de l'économie européenne, générant des milliards d'euros et créant des millions d'emplois. Cependant, elle fait face à un défi majeur : son empreinte écologique. L'industrie de la mode représente environ 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit 4 milliards de tonnes de CO₂ par an. L'Union européenne (UE), consciente de cette réalité, a mis en place des initiatives pour encourager la durabilité dans ce secteur, notamment à travers le Pacte vert, qui vise la neutralité carbone d'ici 2050. Toutefois, cette transition vers des pratiques durables se heurte à des défis liés au droit de la concurrence, notamment le phénomène du *greenwashing*.

Le *greenwashing*, pratique par laquelle des entreprises exagèrent ou manipulent leurs efforts environnementaux, menace non seulement la crédibilité des initiatives écologiques, mais fausse aussi la concurrence. Des marques comme H&M, Zara ou Decathlon ont été pointées du doigt pour des allégations environnementales non fondées, ce qui crée une concurrence déloyale envers les entreprises réellement engagées dans des pratiques durables. Dès lors, dans quelle mesure le droit de la concurrence européen peut-il prévenir ce phénomène tout en soutenant les initiatives de durabilité dans la mode ?

LE DROIT DE LA CONCURRENCE EUROPÉEN ET SES DÉFIS

Le droit de la concurrence, tel que défini par les articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), vise à garantir un marché compétitif en interdisant les ententes anticoncurrentielles et les abus de position dominante.

Cependant, dans le contexte de la transition écologique, il existe un équilibre délicat à trouver entre l'encouragement de la coopération durable et la préservation d'une concurrence saine.

La coopération entre entreprises pour atteindre des objectifs environnementaux peut parfois être perçue comme une violation des règles de concurrence. Par exemple, la fixation des prix pour des produits écologiques ou la restriction de l'accès au marché peuvent être considérées comme des ententes illégales. Toutefois, la Commission européenne et des autorités comme l'Autorité néerlandaise pour les consommateurs et les marchés (ACM) se sont penchées sur ces enjeux centraux et actuels.

LE RÔLE DES RÉGULATIONS EUROPÉENNES

La Commission européenne a publié plusieurs documents, dont un *Policy brief* en 2021, soulignant que le droit de la concurrence peut et doit soutenir les objectifs climatiques. Les lignes directrices révisées sur les accords de coopération horizontale précisent que certaines collaborations entre entreprises, tels que le partage de technologies ou les investissements dans des solutions écologiques, peuvent être exemptées de l'interdiction des ententes si elles apportent un bénéfice substantiel pour les consommateurs et sont indispensables pour atteindre les objectifs environnementaux. Toutefois, cette flexibilité reste nouvelle et les autorités disposent d'une marge de manœuvre lors de la mise en balance des effets sur le marché et des bénéfices environnementaux. La question de savoir jusqu'où l'article 101(3) TFUE peut être appliqué dans ce contexte demeure donc centrale.

L'ACM, de son côté, a mis en place des directives permettant aux entreprises de coopérer dans la lutte contre le greenwashing tout en veillant à ce que ces pratiques ne nuisent pas à la concurrence. Par exemple, en 2020, l'ACM a lancé une enquête contre H&M pour des allégations trompeuses concernant ses produits dits « Conscious » ou « Conscious Choice ». La marque utilisait des termes comme « durable » et « respectueux de l'environnement » sans fournir de détails clairs sur les avantages réels de ces produits pour l'environnement. L'ACM a estimé que les informations étaient insuffisantes et ne permettaient pas aux consommateurs de faire des choix éclairés, d'où la décision d'H&M de verser une compensation de 400 000 euros à des initiatives écologiques, afin de rectifier ses erreurs de communication.

En 2021, l'ACM a également enquêté sur Decathlon, qui avait commercialisé une gamme de produits sous l'étiquette « Eco Design » sans fournir de preuves ou d'explications concrètes sur la réduction de l'impact environnemental de ces articles. L'enquête a abouti à une décision similaire à celle d'H&M : la marque s'est engagée à verser 500 000 euros à des causes écologiques pour compenser le manque de clarté dans ses allégations environnementales.

LE GREENWASHING : UN OBSTACLE À LA CONCURRENCE DURABLE

Le greenwashing constitue une forme de concurrence déloyale, car il permet à certaines entreprises de profiter de la demande croissante pour des produits écologiques sans adopter de pratiques réellement durables. Cela crée une distorsion de la concurrence en désavantageant les entreprises qui investissent véritablement dans la durabilité. Une étude de la Changing Markets Foundation (2022) révèle que 60 % des allégations environnementales de grandes marques comme H&M ou Asos sont infondées, ce qui démontre l'ampleur du problème.

Le droit de la concurrence européen joue un rôle essentiel dans la régulation de ces pratiques trompeuses. En 2021, la Commission a infligé des amendes à des entreprises automobiles telles que BMW, Volkswagen et Daimler pour avoir limité l'utilisation de technologies réduisant les émissions polluantes. Cette pratique constitue une restriction de la concurrence en ce qu'elle limite l'innovation sur le marché européen. Cette décision montre que le droit de la concurrence peut être un levier pour éviter que des pratiques anti-concurrentielles, comme le greenwashing, ne freinent l'innovation durable.



LES PERSPECTIVES DE L'UE FACE AU GREENWASHING

L'UE prend des mesures pour encadrer le *greenwashing* avec de nouvelles directives qui interdisent des pratiques commerciales trompeuses, comme les allégations vagues ou les labels de durabilité non vérifiés. Ces réglementations renforcent la transparence dans l'industrie de la mode et protègent les consommateurs contre les informations trompeuses.

Par exemple, la directive sur les allégations écologiques, en cours d'élaboration, devrait imposer de justifier toute revendication environnementale par des preuves scientifiques claires et fondées, tandis qu'une directive anti-*greenwashing* interdirait les déclarations vagues et non vérifiées. Ces efforts visent à garantir que les consommateurs puissent faire des choix éclairés et à encourager les entreprises à adopter des pratiques véritablement durables.

Le droit de la concurrence européen a un rôle clé à jouer dans la transition vers une mode durable. Tout en prévenant le *greenwashing*, il doit permettre aux entreprises de collaborer sur des initiatives écologiques sans nuire à la concurrence. Les récentes réglementations de l'UE montrent un engagement clair en faveur de la durabilité, tout en garantissant un marché compétitif et transparent. Si ces mesures sont correctement appliquées, l'industrie de la mode européenne pourrait devenir un modèle mondial en matière de durabilité et de responsabilité environnementale.



Chloé Van Den Spiegel

Master de spécialisation en droit européen

Protecting Europe's young digital natives: the EU's strategy for online safety

In today's rapidly evolving digital world, children and young people account for a big part of internet users. While the internet offers valuable opportunities for learning, development and communication, it can also expose vulnerable users to various risks. In response to these concerns, the European Union (EU) and its member states have implemented a range of measures to improve the online safety of young people. These include legislations, initiatives, partnerships and research projects aimed at reducing cyberbullying and online harassment, protecting children's privacy and promoting internet safety.

MAIN RISKS IN THE DIGITAL ENVIRONMENT

Young users are exposed to a wide array of risks in the digital environment. One of the primary issues raised is cyberbullying, with children encountering hate speech, harassment, and violent content online. According to the EU Kids Online Network's 2020 report, about 1 in 10 children suffers from online bullying every month. Young people are also likely to experience some form of data misuse. The growing collection of personal data raises serious concerns about children's privacy, with potential implications for targeted advertising and data breaches. Another dramatic issue is represented by the increase in child sexual abuse and exploitation online. On this issue, the Flash Eurobarometer 532 survey of 2023 on the protection of children against online sexual abuse revealed key findings: 92% of respondents "strongly" or "rather agree" that children are increasingly at risk online.

Moreover, new challenges have also surfaced in recent years. The first one is often referred to as *sharenting*, a combination of the words share and parenting, which describes the growing habit of parents sharing information about their children on social media. This raises concerns about children's rights to privacy, potential misuse of their images and videos, and emotional harm as they grow older.

We are also witnessing an increase in *Kidfluencers*, child influencers with great following who create child-centered content on social media. These kids often lack autonomy in deciding how much information they want to share and may work long hours without the protection of child labour regulations.

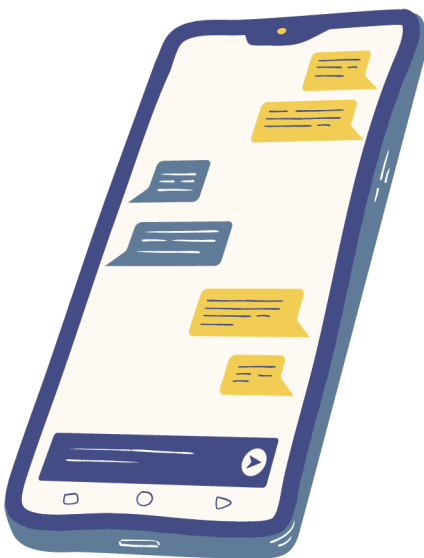
Overall, in the last few years, the digital wellbeing of children has been undermined. The constant exposure to social media and sensitive content at such a young age can seriously impact children's mental health. This phenomenon has worsened since the Covid-19 pandemic, as children experienced isolation and increased screen time.

WHAT IS THE EUROPEAN UNION DOING

The EU has adopted a comprehensive approach to protect children online by addressing the risks they face and creating a safer digital environment. Several regulations have been adopted to safeguard children's rights online. Introduced in 2018, the General Data Protection Regulation (GDPR) requires explicit parental consent for processing the personal data of children under the age of 16, 13 for some member states. At a later stage, in 2022, the EU adopted the Digital Service Act (DSA), which regulates online platforms and intermediaries.

This legislation establishes clear obligations for online platforms to limit the spread of harmful content, including child sexual abuse material, and enhance content moderation. Also, under the DSA, minors cannot be targeted by ads based on profiling.

Parallel to these regulations, the EU has launched various programs and initiatives to improve the online experience of young users. First, the Better Internet for Kids strategy (BIK+) supports the implementation of the DSA. Its purpose is to promote age-appropriate digital services and to empower young people, enabling them to acquire the necessary skills to use the internet responsibly. For example, on the BIK+ website children can find educational games, such as online scavenger hunts on cyberbullying and fake news. Moreover, as youth engagement is a key component, the BIK+ strategy will undergo a child-led evaluation every two years. Additionally, as part of this initiative, the European Commission also co-funds Safer Internet Centres in member states. Their main task is to raise awareness and foster digital literacy among minors, parents, and teachers. Another initiative under this strategy is the EU Code of Conduct on Age-Appropriate Design, which aims at involving the tech industry in protecting children using digital products.



The EU also funds research on how to tackle child sexual abuse online through Horizon Europe, the EU's key funding program for research and innovation. The funded activities include the GRACE (Global Response Against Child Exploitation) project, which uses machine learning tools to analyse potential harmful content and protect victims.

Lastly, the EU collaborates with tech companies, civil society, and international organizations to tackle online threats collectively. Through initiatives such as the Alliance to Better Protect Minors Online and the WePROTECT Global Alliance, the EU has strengthened cross-sector cooperation to fight exploitation.

MEASURES ADOPTED BY MEMBER STATES

Apart from the EU's framework on online safety, member states have adopted additional measures to tailor their approaches to their national environment.

In 2020 France passed a pioneer law which aims at regulating the work of child influencers, who are now protected under the French Labour Code. Also, in 2024 France adopted the Children's Image Rights Law in response to the growing issue of sharenting. Spain has approved a draft law for the protection of minors in the digital environment, which also includes a section on the regulation of deepfakes depicting minors. Lastly, in Italy, since 2023, SIM cards owned by minors have an automatic parental control feature, which blocks websites showing harmful content.



WHAT NEXT?

Although many steps forward have been taken in the direction of the protection of young people online, there is still a lot that can be done.

Civil society organizations stress the importance of including children in the decision-making process. Giving young people a voice in decision-making can ensure that their needs and perspectives are fully addressed, leading to more effective and relevant strategies.

Furthermore, the EU should finalize the revision of the law to combat child sexual abuse, which stalled in legislative arenas for clashes among countries over privacy concerns. Also, after the adoption of the AI-Act, the Commission should develop clear guidelines for its implementation for children.

In particular, child rights organizations, such as the 5Rights Foundation, appreciate the explicit recognition of children as a vulnerable group in the Act. However, they emphasize the need for clear mechanisms for identifying and addressing the exploitation of these vulnerabilities. In addition, they advocate for the definition of "vulnerabilities due to age" to include all individuals under the age of 18.

In the last few years, the EU and member states have made substantial progress in enhancing the online protection of children. However, the policies and measures aimed at safeguarding young users must be adapted to the evolving technologies and digital tools. Only in this way will we ensure a safer and protected future for the generation of young digital natives.



Francesca Pengo

Specialized Master in EU Interdisciplinary Studies



Teresa Anjinho :

une Médiatrice face à un défi institutionnel historique

Teresa Anjinho, juriste, chercheuse en droit et ancienne secrétaire d'État au Portugal, a été élue Médiatrice européenne pour un mandat de cinq ans. Chargée d'enquêter sur les cas de mauvaise administration dans les institutions de l'Union européenne (UE), elle succède à Emily O'Reilly, dont le mandat a été marqué par des critiques acerbes envers l'opacité institutionnelle. La tâche qui attend la Médiatrice européenne est immense : restaurer la confiance des citoyens dans les institutions européennes tout en naviguant dans un système marqué par des résistances structurelles.

Lors de son audition publique pour le poste, Teresa Anjinho a promis de « renforcer la confiance entre l'UE et ses citoyens en respectant les normes les plus élevées d'intégrité, de responsabilité et de réactivité ». Une vision ambitieuse, mais qui soulève des questions sur la capacité de cette ancienne parlementaire et superviseuse de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) à obtenir des résultats concrets dans un environnement institutionnel notoirement rigide.

UN HÉRITAGE DE DÉFIS LAISSÉ PAR EMILY O'REILLY

Emily O'Reilly, première femme à occuper ce poste, a quitté ses fonctions après deux mandats marqués par un engagement sans compromis pour la transparence et l'intégrité. Dans ses dernières remarques, elle a dénoncé un « esprit mafieux » au sommet de la Commission européenne, critiquant notamment le pouvoir des conseillers non élus du cabinet d'Ursula von der Leyen. Selon Emily O'Reilly, ces conseillers exercent une influence disproportionnée, échappant à la surveillance publique, ce qui contribue à des scandales tel que le *Pfizergate*, où des messages clés entre von der Leyen et le PDG de Pfizer ont été dissimulés.

Emily O'Reilly a également critiqué la lenteur et le manque de réactivité des institutions face aux demandes d'accès à l'information, déclarant : « Les citoyens ont le droit de savoir, et pourtant, nous sommes souvent confrontés à des blocages purement politiques. »

Cet héritage critique place la barre très haut pour Teresa Anjinho, qui devra équilibrer diplomatie et fermeté dans son approche.

DIPLOMATIE ET PROMESSES D'EFFICACITÉ

Teresa Anjinho a remporté son élection avec 344 voix lors d'un vote secret au Parlement européen, devançant cinq autres candidats. Dans son discours devant les eurodéputés, elle a déclaré : « Aujourd'hui, le monde ne comprend pas l'indécision causée par des formalités ou des bureaucraties inutiles ; il n'accepte pas non plus les retards injustifiés. Nous devons toujours respecter les procédures essentielles, mais nous devons aussi livrer des résultats. C'est une question de confiance, non seulement envers l'institution, mais envers l'UE dans son ensemble. »

Avec cette déclaration, elle positionne son mandat sous le signe de l'efficacité et de la réactivité. Cependant, ses ambitions devront se confronter à la réalité institutionnelle de l'UE, où les recommandations du Médiateur ne sont pas contraignantes et où les ressources restent limitées. Avec seulement une centaine d'employés pour couvrir toutes les institutions européennes, elle devra innover pour maximiser l'impact de son bureau.

UNE MISSION COMPLEXE, MAIS ESSENTIELLE

Le rôle de Teresa Anjinho est crucial pour rétablir la confiance citoyenne à un moment où les institutions européennes sont critiquées pour leur opacité et leur manque de responsabilité. Le président du Conseil européen, António Costa, a souligné que le travail du Médiateur pour promouvoir une bonne administration joue un rôle essentiel dans la construction de la confiance entre les institutions de l'UE et les citoyens.

Cependant, la stratégie d'Anjinho semble s'écarter de l'approche combative d'O'Reilly. Plutôt que de dénoncer publiquement les dysfonctionnements, elle privilégie la diplomatie et les résolutions amiables. Cette posture, bien qu'en apparence pragmatique, pourrait limiter sa capacité à affronter des scandales majeurs ou à surmonter l'inertie institutionnelle.

La tâche de la nouvelle Médiatrice sera également de s'attaquer aux problématiques de longue date, comme l'accès limité aux documents, les conflits d'intérêts non résolus, ou encore la lenteur des réponses institutionnelles. Si elle réussit, elle pourrait marquer un tournant pour le bureau du Médiateur, transformant ce rôle souvent perçu comme symbolique en un véritable levier de transparence et de responsabilité.

UN ESPOIR MESURÉ, MAIS RÉEL

La Médiatrice commence son mandat sous haute surveillance, tant des citoyens que des institutions. Si ses déclarations sur l'importance de « livrer » sont un signe d'espoir, son efficacité dépendra de sa capacité à équilibrer diplomatie et fermeté, tout en exerçant une pression morale sur les institutions. Comme l'a souligné Emily O'Reilly lors de son départ : « La transparence et la responsabilité ne sont pas des options, elles sont des obligations. »

Pour Teresa Anjinho, l'enjeu est de prouver que le bureau du Médiateur peut être autre chose qu'un observateur critique, et devenir un acteur central dans la lutte pour une gouvernance plus juste et plus transparente. Son mandat sera-t-il à la hauteur des attentes ? L'avenir le dira, mais les défis sont immenses.



Raphaël Comte

Master de spécialisation

en droit européen



CC-BY-4.0: © European Union 2024 - Source: EP

EOE Board



CORA RIMOLDI
Co-President



MAËLLE DESBRE
Co-President



AMIRA INÈS
Secretary General



ROCÍO RIVERA TORRENTE
Editor in Chief (EN)



JULIETTE SALLERAS
Editor in Chief (FR)



EMMA COLLET
Treasurer & Partnership Manager



EDOARDO PADOVANO
Public Relations and Events Manager



CHLOÉ VAN DEN SPIEGEL
Communication Manager

Our Sponsors



UNIVERSITÉ
LIBRE
DE BRUXELLES

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



iee
INSTITUT D'ÉTUDES EUROPÉENNES
INSTITUTE FOR EUROPEAN STUDIES

EOE Writers

Gabriel Darondeau
Sara Bordigato
Julien Collin
Vittorio Bosello
Emma Zanoni
Thibault Drouin
Alessia Ruta
Chloé Van Den Spiegel
Francesca Pengo
Raphaël Comte

Graphics



CHIARA LIGUORI
Graphic Designer

Listen to our Podcast
'Talking with EU' !



Check out the last EOE
Magazine on our website!



EOE Event on
'The Challenges of
the Polish Presidency'



Don't miss out on our
upcoming events - follow us
on our website and social
media accounts !



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

